

Section Assurances



Bonne résolution 2016 : adhérer à FO

Une nouvelle année vient de passer. Celle-ci a été caractérisée par l'entêtement aveugle des dirigeants mondiaux à poursuivre une politique clairement destructrice.

Pourquoi est-elle destructrice ?

Car "in fine", le seul paramètre qui est réellement pris en considération lors de chaque décision, est celui de la rentabilité financière pour quelques-uns.

Cela a pour conséquence, la remise en cause de tous dispositifs qui contrecarreraient cette folie.

Le paradigme selon lequel, le salut se trouverait dans la liberté totale pour les entreprises, d'agir comme bon leur semblerait, sans aucun contrôle ni règles extérieures, est malheureusement l'impasse dans laquelle se fourvoient, depuis des décennies, les divers gouvernements. Sur fond d'une idéologie néo-corporative nauséabonde, ce sont les divers cadres collectifs, démocratiques et progressistes liés aux droits des citoyens travailleurs qui sont visés tour-à-tour. Mais malheureusement cette folie n'est pas récente. Déjà, lors de la révolution de 1789, les éléments étaient présents. Cette révolution a permis, par le seul moyen permettant le changement réel d'une société, l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle classe, la bourgeoisie.

Mais rétrospectivement, bien sûr, si cela a permis de renverser un système fondé sur l'arbitraire et la naissance par un système plus ouvert basé sur le travail et l'argent, le pouvoir est resté à celui qui a la propriété !

D'ailleurs, les protagonistes d'alors, n'ayant rien à cacher de leurs systèmes de pensées réels (ceux d'aujourd'hui, sont beaucoup plus sournois en la matière), l'affirmaient sans vergogne. Par exemple, le sieur Boissy-D'Anglas (ancien noble rallié à la Bourgeoisie...) disait :

"Nous devons être gouvernés par les meilleurs ; les meilleurs sont les plus instruits et les plus intéressés au maintien des lois. Or, à bien peu d'exceptions près, vous ne trouverez de pareils hommes que parmi ceux qui possèdent une propriété, sont attachés au pays qui la contient, aux lois qui la protègent, à la tranquillité qui la conserve et qui doivent à cette propriété et à l'aissance qu'elle donne, l'éducation qui les a rendus propres à discuter avec sagacité et justesse, les avantages et les inconvénients des lois qui fixent le sort de la Patrie..."

Ceci, de fait, maintient dans la misère, l'exploitation et l'inculture, la quasi-totalité de la population et notamment les travailleurs ; ceux qui n'ont que leur force de travail pour survivre.

Il n'est alors pas étonnant que la législation qui se construit peu à peu, préserve avant tout les intérêts d'une seule classe, celle des bourgeois détenteurs de la propriété et particulièrement des moyens de production.

Bien sûr, les libertés qui ont accompagné cette révolution, dont tous aujourd'hui concordent à dire qu'elle a porté au pouvoir une classe, celle de la bourgeoisie, n'a pu empêcher à ce vent de liberté, de profiter également au reste de la population notamment dans une phase d'ouverture liée, entre autres, au développement industriel. Mais si la nouvelle classe n'a pu s'opposer à certaines conséquences favorables à la population, elle en était pour autant parfaitement consciente et très vite identifie la classe ouvrière comme l'ennemi à combattre.

On pouvait lire dans *Le Journal des Débats* du 08 décembre 1831 : *"la sédition de Lyon (expression bourgeoise qualifiant la révolte des canuts, qui a fait suite à la remise en cause de l'accord qu'ils avaient obtenu quelques semaines auparavant) a révélé un grave secret, celui de la lutte intestine qui a lieu dans la société entre la classe qui possède et celle qui ne possède pas... Notre société industrielle a sa plaie comme toutes les autres sociétés. Cette plaie, ce sont ses ouvriers. Il faut que la classe moyenne sache bien quel est l'état des choses : il faut qu'elle connaisse bien sa position. Elle a au-dessous d'elle une population de prolétaires qui s'agite et qui frémit, sans savoir ce qu'elle veut, sans savoir où elle ira ; que lui importe, elle est mal, elle veut changer. C'est là où est le danger de la société moderne, c'est de là que peuvent sortir les barbares qui la détruiront..."*

Alors oui, la lutte de classe existe, hier comme aujourd'hui. La classe dirigeante, consciente de cela, a très tôt élaboré une idéologie à laquelle répond la volonté de la majorité de la population depuis des décennies de changements. Bien sûr, les progrès technologiques, aujourd'hui informatiques, la connaissance sans cesse meilleure de la compréhension de l'univers dans lequel nous vivons, ont amélioré la situation des populations, mais fondamentalement, la cause des inégalités existantes dans nos sociétés perdure. C'est bien cette volonté de la part des travailleurs de changement qui a été à l'origine de la constitution des syndicats ouvriers.

Et c'est bien pour cela que l'organisation syndicale, dont le syndicat est l'élément de base, est l'issue pour la classe ouvrière qui englobe très largement tous ceux qui n'ont pas de travail pour survivre.

Ce n'est qu'en 1884 (soit près d'un siècle après la révolution de 1789) que les ouvriers obtiennent de la classe dirigeante, le droit de se constituer en syndicats afin de défendre leurs intérêts particuliers.

Les premières associations de salariés avaient été des sociétés de secours, qui cachait sous leur dénomination, beaucoup plus et notamment la volonté de s'instruire pour mieux se défendre.

Le terme d'émancipation prend toute sa signification

En 1895, après de longs débats se concrétise la première confédération syndicale en France ; la Confédération Générale du Travail, résolument fondée sur la lutte des classes et l'émancipation des travailleurs. Le cadre en est formalisé en 1906, au congrès d'Amiens qui confirme la notion fondamentale de l'indépendance du syndicat vis-à-vis de toute directive extérieure, lui permettant ainsi d'agir en toute circonstance.

Or, depuis cette date, l'organisation syndicale n'a cessé d'agir dans le sens de l'amélioration des conditions de travail et d'existence des travailleurs envers et contre tout, notamment la classe dirigeante.

Au service de la classe dominante, l'Eglise ne tarde pas à réagir. Face aux idées socialistes qui alors répondaient aux aspirations des travailleurs, face à l'organisation et à l'action du mouvement ouvrier qui se construisait en dehors de la férule de l'Eglise, le Pape Léon XIII tente de ramener à lui les brebis égarées. Néanmoins, tout en ne pouvant que dénoncer les conditions désastreuses dans lesquelles vivaient les ouvriers, le but est de les tenir dans le cadre des intérêts de la classe dominante et notamment dans le respect intangible de la propriété.

"L'homme doit accepter cette nécessité de sa nature qui rend impossible dans la société civile, l'élévation de tous au même niveau. Il y aura toujours entre les citoyens, des inégalités de conditions sans lesquelles une société ne peut exister ni être conçue", précisait le Pape.

Pour l'Eglise, c'est un état de fait. Loin de devoir se battre les classes doivent s'unir et à leur place respective travailler ensemble au bon fonctionnement du système et de l'intérêt et du respect de la propriété privée qui assoit la classe dominante au pouvoir.

C'est dans cette optique que les premiers syndicats chrétiens se sont constitués, non pas basés sur la réalité de la lutte de classe, mais sur une conception idéologique : le corporatisme, dont le seul but est de maintenir la prédominance d'une classe, sur l'ensemble de la population. Ne répondant pas aux attentes des travailleurs, ils ont longtemps végété. Or, le syndicat ouvrier dès le départ et encore aujourd'hui avec notamment la CGT Force Ouvrière est à l'opposé de cette idéologie.

C'est d'ailleurs pour cela qu'il est sans cesse attaqué. Il a permis et il permet toujours d'organiser les salariés. Lieu de solidarité, de formation, de défense. Il a fait ses preuves sur ses capacités à améliorer les conditions de travail et d'existence de l'ensemble des travailleurs et de leur famille.

Attachée à la négociation collective, notre organisation syndicale a été à la source des garanties collectives et du modèle français de protection sociale qui, encore aujourd'hui, protège la majorité de la population.

Notre syndicat est le garant depuis sa création du syndicalisme ouvrier indépendant. Celui-ci qui, dès 1948, affirmait dans ses principes :



"L'usage de la liberté, la participation à l'établissement d'un régime de démocratie économique et sociale, supposant des individus en pleine possession de leurs moyens intellectuels et pleinement et correctement éclairés. L'action syndicale doit, en conséquence, s'inscrire dans le champ de l'éducation ouvrière, éducation générale, éducation professionnelle, éducation économique, éducation sociale dans le cadre de la laïcité. [...] Le syndicalisme ouvrier a pour fondement la liberté. Le but suprême de l'action syndicale est l'émancipation des travailleurs. Le syndicalisme a pour devoir de se consacrer à la sauvegarde de la paix."

Dans une période, où on voudrait faire croire à la population qu'il n'existe plus de repères et que la barbarie se généralise justifiant les états "d'Urgence" et d'exception, nous proposons un autre discours. Le syndicalisme ouvrier libre et indépendant que représente Force Ouvrière permet à tous les salariés, quelles que soient leur origine, leur couleur de peau, leur religion et au-delà de toutes leurs différences, de s'organiser ensemble.

Lieu de solidarité, de fraternité, de tolérance, il est le lien qui, par-delà les frontières, permet d'unir l'ensemble de la classe ouvrière afin d'améliorer ses conditions de vie dans la perspective de l'émancipation de tous les travailleurs.

Quel meilleur vœu, face à l'austérité et la guerre que l'on nous promet pour cette année 2016, que celui de la solidarité, de la fraternité et de l'organisation au sein de Force Ouvrière de tous les travailleurs afin de changer la société?

Georges **DE OLIVEIRA**
Secrétaire de Section
Tél. : 01 48 01 91 35
assurances@fecfo.fr

